

Brochure n° 3041

Convention collective nationale

IDCC : 158. – **TRAVAIL MÉCANIQUE DU BOIS, DES SCIERIES,
DU NÉGOCE ET DE L'IMPORTATION DES BOIS**

AVENANT N° 1 DU 18 DÉCEMBRE 2007
À L'ACCORD DU 14 DÉCEMBRE 2004 RELATIF À LA FORMATION
PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE

NOR : ASET0850895M

Article 1^{er}

Activités concernées

Le présent avenant s'applique aux activités suivantes :

	Réf. NAPE
	—
Importation de bois pour les entreprises ou établissements dont l'activité principale d'approvisionnement résulte de l'achat à l'importation, ou sur les marchés internationaux ; lesdites opérations étant supérieures à 50 % des achats totaux de bois et dérivés du bois	5907
Fabrication d'articles en liège	5408
Commerce de gros de liège et articles en liège	5907
Commerce de détail de liège et articles en liège	6422
Scieries relevant du régime de travail du ministère du travail	4801
Production de charbon de bois	—
Parquets, moulures, baguettes	4803
Bois de placage, placages tranchés et déroulés	4804

Panneaux de fibragglos	4804
Poteaux, traverses, bois injectés	4804
Application de traitement des bois	4804
Emballage en bois (caisse, tonnellerie, emballeurs)	4805
Emballages légers en bois, boîtes à fromage	4805
Palettes	4805
Tourets	4805
Objets divers en bois (matériel industriel, agricole et ménager en bois, bois multiplis, multifformes)	4807
Fibre de bois	4807
Farine de bois	4807
Articles de sport à l'exclusion des ballons, matériels divers pour sports nautiques, matériels de camping	5402
Articles de pêche (pour les cannes et lignes)	5402

à l'exclusion des entreprises dont l'activité principale est consacrée au pin maritime dans les zones de la forêt de Gascogne.

Article 2

L'article 3 « Dispositions financières » de l'accord du 14 décembre 2004 est ainsi modifié :

« Les entreprises définies dans le champ d'application de l'article 1^{er} doivent verser auprès de l'OPCIBA les contributions suivantes destinées au financement des actions définies à l'article 2.

3.1. Entreprises de 20 salariés et plus

Les entreprises devront effectuer un versement au moins égal à 0,50 % des rémunérations de l'année de référence à l'OPCIBA au titre des contrats ou des périodes de professionnalisation définis et du droit individuel à la formation prévu à l'article L. 933-1 du code du travail.

La contribution de 0,50 % ci-dessus définie pourra permettre le financement du tutorat ainsi que du fonctionnement et des actions de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

Sur les 0,50 % versés à l'OPCIBA, 0,20 % des rémunérations de l'année de référence sont affectés à la mutualisation du DIF.

Les parties signataires confirment les dispositions de l'accord national du 21 décembre 1994 relatif à la formation professionnelle continue dans les industries du bois pour les entreprises qui emploient 10 salariés ou plus relevant du présent accord.

3.2. Entreprises de 10 à 19 salariés

Les entreprises devront effectuer un versement au moins égal à 0,15 % des rémunérations de l'année de référence à l'OPCIBA au titre des contrats ou des périodes de professionnalisation définis et du droit individuel à la formation prévu à l'article L. 933-1 du code du travail.

La contribution de 0,15 % ci-dessus définie pourra permettre le financement du tutorat ainsi que du fonctionnement et des actions de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

Sur les 0,15 % versés à l'OPCIBA, 0,075 % des rémunérations de l'année de référence sont affectés à la mutualisation du DIF.

3.3. Entreprises de moins de 10 salariés

Les entreprises devront effectuer un versement au moins égal à 0,15 % des rémunérations de l'année de référence à l'OPCIBA au titre des contrats ou des périodes de professionnalisation définis et du droit individuel à la formation prévu à l'article L. 933-1 du code du travail.

La contribution de 0,15 % ci-dessus définie pourra permettre le financement du tutorat ainsi que du fonctionnement et des actions de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

Sur les 0,15 % versés à l'OPCIBA, 0,075 % des rémunérations de l'année de référence sont affectés à la mutualisation du DIF.

3.4. Date de versement

Les entreprises seront tenues de verser à l'OPCIBA les contributions visées à l'article ci-dessus avant le 1^{er} mars de chaque année. »

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de signature. Il s'appliquera aux contributions dues à compter du 28 février 2008.

Les parties conviennent de faire un bilan après 3 ans d'application, des dispositions du présent avenant, afin d'examiner ses modalités d'application et convenir, le cas échéant, de sa pérennisation ou d'éventuelles modifications.

Elles conviennent en tout état de cause de se rencontrer en cas de difficulté d'application.

Article 4

Dépôt. – Adhésion

Les parties signataires conviennent d'effectuer le dépôt du présent avenant auprès des services compétents du ministère du travail en confiant les démarches aux fédérations d'employeurs signataires.

Toute organisation professionnelle ou syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et modalités prévues à l'article L. 132-9 du code du travail.

Article 5

Extension

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant, conformément aux dispositions des articles L. 133-1 et suivants du code du travail.

La copie du récépissé de dépôt sera adressée à l'ensemble des organisations signataires du présent avenant.

Article 6

Clause de sauvegarde

Le présent avenant annule et remplace toutes dispositions antérieures ayant le même objet.

Le présent avenant ne peut en aucun cas se cumuler avec des dispositions ultérieures de nature législative, réglementaire ou conventionnelle ayant une incidence sur le présent avenant, postérieures à sa date de signature.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

Fait à Paris, le 18 décembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

- Fédération nationale du bois ;
- Chambre syndicale nationale des bois de placage ;
- Syndicat national des fabricants de palettes en bois ;
- Syndicat national des producteurs de charbon de bois et de combustibles forestiers ;
- Commerce du bois ;
- Fédération nationale des syndicats du liège ;
- Fédération nationale des industries des moulures et du travail mécanique du bois :
 - syndicat national des fabricants de baguettes d'encadrement ;
 - syndicat national des fabricants de moulures ;
 - syndicat national des industries du travail mécanique du bois ;
- Fédération nationale du matériel industriel, agricole et ménager en bois :
 - syndicat national des fabricants de manches d'outils ;
 - syndicat national des fabricants d'échelles de France ;
 - syndicat national des fabricants de bobines et tourets pour câbles ;
 - syndicat national des fabricants de matériel industriel et ménager en bois,
- Syndicat de l'emballage industriel et de la logistique associée :
 - syndicat national des industries de l'emballage léger en bois ;
 - union nationale des fabricants de farine de bois ;
 - groupement professionnel des fabricants de fibre de bois ;
 - syndicat national des fabricants d'éléments spéciaux en bois multi-formes et multiplis (FABOMU) ;
- Fédération nationale de l'injection des bois :
 - syndicat national de l'injection industrielle des poteaux de ligne ;

- syndicat national des fabricants et préparateurs de traverses de bois injecté pour voies ferrées ;
 - syndicat national de l'injection des bois de construction ;
- Syndicat national des fabricants de matériaux fibragglos ;
Union française des fabricants et entrepreneurs de parquet ;
Syndicat national des applicateurs de préservation du bois ;
Fédération française de la tonnellerie ;
Fédération française des industries du sport et des loisirs ;
Groupement des industries françaises d'articles de pêche.

Syndicats de salariés :

- Fédération générale bâtiment-bois CGT-FO ;
Fédération BATIMAT-TP CFTC ;
Fédération nationale des salariés de la construction et du bois
(FNCB) CFDT.